

Conseil fédéral national des 23 et 24 janvier 2021

Contribution soumise aux travailleurs, jeunes, militants...

Le conseil fédéral national (CFN) du Parti ouvrier indépendant s'est réuni les 23 et 24 janvier 2021. Après un large débat, nourri de l'activité et de l'expérience de tous, dont *Informations ouvrières* se fait l'écho, il estime devoir donner son avis sur les dix mois écoulés et sur la période actuelle.

Pour agir, chacun doit pouvoir, en toute indépendance, se faire sa propre opinion. Le POI entend y contribuer.

Il est certain que l'on peut, appuyé sur des faits incontestables, considérer que M. Macron et son gouvernement, ses médecins affidés, ses « scientifiques » aux ordres, ont accumulé « mensonges d'État », « volte-face », « incohérences », « navigation à vue »...

DANS TOUS LES DOMAINES, UNE POLITIQUE RÉACTIONNAIRE AU PLEIN SENS DU TERME

Mais ce que ces derniers mois ont encore plus mis en évidence et sur la place publique, c'est avant tout la mise en œuvre d'une implacable politique anti-ouvrière, antisociale, antilaïque, totalement contradictoire aux intérêts de l'écrasante majorité de la population.

Dans tous les domaines, une politique réactionnaire au plein sens du terme.

L'état d'exception, confié par l'exécutif à Macron et à son Conseil de défense, lui donne les pleins pouvoirs, prive les citoyens de libertés individuelles, collectives et démocratiques. Ce régime entend accélérer ce processus avec la loi sécurité globale, la loi dite « contre le séparatisme » et le fichage de tous les citoyens et militants.

Ancrée dans les institutions de la V^e République, comme ses prédécesseurs depuis des décennies et avec un personnel politique qui – de près ou de loin – a participé de tous les mauvais coups, en particulier contre le système de santé, la ligne de conduite de Macron et de son gouvernement est déterminée par un seul but : servir les intérêts des capitalistes, du système capitaliste ; faire payer aux exploités la survie de ce système qui mène l'humanité à la barbarie.

Et toutes les « analyses », les « propositions », toutes les décisions prises, dans cette situation où circule un dangereux virus, sont exactement de même nature que celles d'avant le virus. Ouvertement ou avec ruse.

Il y avait déjà toutes les attaques contre les retraites, l'as-

surance chômage, contre la santé et la Sécurité sociale, contre l'enseignement et les libertés, toutes les largesses aux capitalistes.

Macron-Castex-Véran continuent de fermer les lits d'hôpitaux publics : dix mille en deux ans ! Des milliers sont programmés pour 2021. Qui peut croire que la santé de la population intéresse Macron et son gouvernement ?

Il y a maintenant, de la même façon, mais considérablement amplifiée, la question du virus en tant que telle, et aussi l'utilisation qui en est faite pour poursuivre et approfondir la même politique. Avec toutes les conséquences dramatiques pour des millions de femmes et d'hommes, encore accentuées par la maladie et la mort que provoque le virus.

Mentir sur les masques, sur les tests, laisser les soignants sans protection, les contraindre à utiliser des sacs-poubelle en guise de blouses, confiner comme au Moyen Âge plutôt que s'atteler à la mise en œuvre de tous les moyens pour soigner : tout cela a largement contribué à aggraver les conséquences de l'épidémie. Avec, parmi tant d'autres, la mise en place d'un dispositif interdisant purement et simplement d'hospitaliser nos anciens, avec des conséquences funestes sur leur santé, entraînant une surmortalité.

L'OBJECTIF N'A JAMAIS ÉTÉ DE PROTÉGER LA POPULATION

Toutes leurs décisions démontrent que l'objectif principal n'a jamais été de protéger la population ni de répondre aux besoins de millions de personnes. Ce que confirme la décision criminelle de ne pas rouvrir les hôpitaux fermés par économie, de ne pas former et embaucher de personnels soignants, de médecins, de les décourager par des bas salaires. Et, pire : de continuer encore à fermer des hôpitaux, permettant ainsi à l'épidémie de tuer.

Ce que confirment encore toutes les mesures économiques et sociales décidées à la faveur de l'épidémie.

Un million de travailleurs, de jeunes ont perdu leur emploi depuis mars 2020. Intérimaires, précaires... sont exclus. La pauvreté explose, et les plans de licenciements annoncés devraient conduire à une suppression d'emplois bien supérieure à celle que nous venons de connaître.

Des centaines de milliards sont distribués aux grands patrons qui les utilisent à leur guise et selon leurs besoins. Macron et son gouvernement, à coups d'ordonnances, organisent la déréglementation du travail, la remise en cause du

« L'opinion
selon laquelle
« le gouvernement
ne peut pas faire
autrement » ou
qu'« il ne fait pas
ce qu'il faut,
il y a des erreurs »
ne correspond pas
à la réalité.
Ce sont des leurres
mis en avant
pour le protéger. »

Code du travail et des statuts, abaissent les salaires. Ils remettent en cause les grandes conquêtes sociales de 1936 et 1945 : Sécurité sociale, retraite, assurance chômage, santé, enseignement et recherche publics, culture.

La jeunesse est sacrifiée, réduite à la précarité. L'enseignement auquel les jeunes ont droit est disloqué, leurs diplômés sacrifiés, les facultés fermées... Des mobilisations ont lieu pour la réouverture immédiate des facultés. Les étudiants disent : « *Tout le monde déteste les cours en ligne !* » ; « *Ouvrez les amphis, fermez les ordis !* » Ils ont raison, tout comme les professeurs et leurs organisations, les lycéens, les parents, quand ils exigent le rétablissement du baccalauréat.

L'opinion selon laquelle « le gouvernement ne peut pas faire autrement » ou qu'« il ne fait pas ce qu'il faut, il y a des erreurs », ne correspond pas à la réalité. Ce sont des leurres mis en avant pour le protéger. Le gouvernement cherche à faire exactement ce qu'il faut faire... pour servir les intérêts de ceux qu'il représente.

Mais cela ne le prémunit pas contre les errements, les crises en son sein et les appétits des uns et des autres... Parce qu'il doit faire face à cette donnée de la situation, qui ne cesse de prendre de l'ampleur : de plus en plus, il est mis à nu. Au plus haut niveau du pouvoir, débats et interrogations sont légion, entre ceux qui – pourtant d'accord sur le fond – s'inquiètent de la façon de faire et du tempo.

Malgré la peur et les inquiétudes légitimes, les interrogations, la réflexion, le refus et la recherche des moyens d'agir ne cessent de gagner du terrain. Malgré les miettes distribuées ici et là (chômage partiel, par exemple), malgré le matraquage médiatique, de plus en plus nombreux sont ceux qui se forgent leur propre opinion et cherchent à agir pour se défendre.

Au point que, parfaitement conscient de ce fait, M. Macron et son gouvernement, tous ses ministres et ceux qui les défendent s'enfoncent dans une spirale de secrets, de coups tordus, de répression et de tentatives de discipliner les consciences : manifestations ouvertement réprimées pour terroriser ; accusations de « complotisme » ou de « rassurisme » proférées contre ceux qui osent exprimer des désaccords ; arsenal législatif adopté en catimini ; médecins mis en cause, voire sanctionnés, parce qu'ils refusent le cadre préfabriqué du « conseil scientifique » et de la « Haute Autorité » sanitaire...

On ne manquera pas de s'interroger sur un fait : cet état d'esprit, qui ne cesse de progresser dans toutes les couches de la population, ne semble pas encore avoir atteint les plus hauts sommets des organisations, particulièrement des syndicats.

Au-delà de déclarations ici et là, parfois fort justes et pouvant servir, les attermoissements, les ambiguïtés, l'acceptation des propositions gouvernementales restent encore de mise. Force de l'habitude ? Peur des lendemains incertains ? Accompagnement, compromission pure et simple ? Alors même que, dans leurs propres organisations, des syndicats, des fédérations, des unions départementales et des unions locales s'unissent pour se battre.

Pourquoi ne pas avoir porté ensemble l'exigence de transparence, face aux chiffres assénés tous les soirs par un commis du gouvernement ?

Pourquoi accepter comme indiscutables les « diagnostics » et prévisions d'un conseil dit « scientifique » nommé

par le gouvernement lui-même, dans un dispositif totalement antidémocratique où il est juge et partie ?

Pourquoi revendiquer l'arrêt des subventions aux seules entreprises qui licencient ? Ce serait donc acceptable pour les autres, qui utilisent cette manne financière au grand bénéfice de leurs actionnaires ?

Pourquoi, face à l'avalanche de projets de loi et décrets liberticides, n'y a-t-il pas d'engagement ferme dans le combat pour arracher le retrait de ces textes ?

Il nous semble légitime de débattre de toutes ces questions. D'autant que le positionnement des sommets devrait plutôt aider à l'action unie pour arrêter ces coups terribles.

« Malgré la peur et les inquiétudes légitimes, les interrogations, la réflexion, le refus et la recherche des moyens d'agir ne cessent de gagner du terrain. »

Il est toutefois visible que, malgré cette situation complexe, les travailleurs, les exploités, les laissés-pour-compte, les sacrifiés, les militants, syndiqués ou pas, réfléchissent et cherchent. Ils sont fondés à chercher à s'unir, à s'organiser, à trouver toutes les formes pour résister, pour bloquer cette mécanique infernale et ouvrir une issue.

Déjà, se dessinent et s'imposent au jour le jour de grands axes de tous ces combats aujourd'hui parsemés.

- Retrait pur et simple de la « réforme des retraites » et de toutes les remises en cause de la Sécurité sociale ; retrait de la réforme de l'assurance chômage.

- Abrogation, retrait de toutes les lois et de tous les décrets liberticides. Abrogation de l'état d'urgence et de toutes ses déclinaisons. Arrêt de la répression et de la « chasse aux sorcières ».

- Arrêt de toutes les remises en cause des droits des médecins (droit au débat scientifique, liberté de prescrire). Aucune confiance au « conseil scientifique », à la « Haute Autorité de santé » : dissolution !

- Arrêt des fermetures d'hôpitaux. Réouvertures nécessaires. Affectation aux hôpitaux et à la recherche publics des milliards d'euros de fonds publics détournés vers les capitalistes.

- Publication de tous les contrats passés avec les trusts pharmaceutiques.

L'EXPÉRIENCE EST LÀ : IL N'Y A RIEN À ATTENDRE DE CE GOUVERNEMENT !

L'expérience est là : il n'y a rien à attendre de ce gouvernement !

Seule la mobilisation des travailleurs entraînant leurs organisations, de la population et de la jeunesse, au coude à coude, sera capable d'imposer la satisfaction de ces revendications qui sont à même de protéger les travailleurs et leurs familles de la maladie et de la misère sociale.

La recherche des moyens à mettre en œuvre pour faire prévaloir la volonté d'une majorité de travailleurs se poursuit et s'intensifie dans toutes les couches de la société. C'est ce que mettent en lumière la discussion des délégués dans notre CFN, le débat ouvert dans les colonnes d'*Informations ouvrières* et les contributions des comités locaux de résistance et de reconquête des conquêtes de 1936 et 1945.

Des Gilets jaunes aux grèves dans le secteur hospitalier, c'est une seule et même recherche. Le Parti ouvrier indépendant s'inscrit dans cette bataille, il invite travailleurs, jeunes et militants à discuter de cette contribution et à envoyer à *Informations ouvrières* leurs remarques, contributions et propositions. ■